

Crise de la radio culturelle, phase II

Georges Leroux

Numéro 187, novembre–décembre 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/17092ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Leroux, G. (2002). Crise de la radio culturelle, phase II. *Spirale*, (187), 4–4.

CRISE DE LA RADIO CULTURELLE, PHASE II

DEPUIS 1991, le plus souvent avec Jean Larose et en équipe avec François Ismert, j'ai participé à plusieurs émissions dans le domaine de la critique littéraire et de la philosophie politique, et ce travail n'a fait que fortifier ma conviction relative au caractère essentiel de la radio culturelle, à sa mission spécifique, à sa force réelle dans la création d'un espace public de pensée. Notamment par rapport à la télévision, et même par rapport aux revues et journaux. On pense communément que la télévision, en raison des volumes d'auditoire qu'elle doit attirer, ne peut constituer un véritable instrument culturel. Les concessions qu'elle doit faire sont trop importantes. Malgré plusieurs interventions critiques, et en particulier l'analyse du Rapport Juneau, le réseau de télévision de Radio-Canada, dirigé jusqu'à récemment par M^{me} Michèle Fortin (Télé-Québec, sous la direction de M. Clément, fait des efforts exceptionnels en sens inverse), n'a pas été capable de résister aux effets de dilution de la société du divertissement et à la domination du spectacle sur toute la culture. Même des télévisions aussi déterminées que la chaîne Arte en France et en Allemagne (maintenant diffusée partiellement au Québec), ou le réseau PBS aux États-Unis, connaissent une situation de grande précarité. La majorité des personnes, intellectuels, artistes et critiques, soucieuses de la diffusion de la culture, subissent les contraintes de la télévision comme une fatalité et ne se donnent même plus la peine d'en produire la critique.

Cette situation n'est pas encore celle de la radio culturelle, par rapport à laquelle les attentes de la société demeurent encore très exigeantes. La radio culturelle, ici comme en Europe, demeure le lieu privilégié d'un véritable travail culturel — travail d'information, de création et de critique, de pensée — et elle n'avait pas été, jusqu'à récemment, contaminée par l'idéologie du divertissement et les contraintes médiatiques qui l'accompagnent. Créée par des écrivains et des artistes (on pense à Jean-Guy Pilon, Fernand Ouellette, André Major, Paul-Marie Lapointe, Gilles Archambault, Wilfrid Lemoyne), la chaîne culturelle a été au Québec un formidable instrument de diffusion et de création. Cette radio est différente, elle a pour mission de servir la culture et pour responsabilité d'y faire accéder tous ceux que la culture peut atteindre. Dans une société où les lieux de discussion et de critique sont rares, la radio culturelle constitue une dimension essentielle de l'espace public.

En 1994-1995, une nouvelle équipe installée aux commandes de la radio de la SRC et dirigée par M. Marcel Pepin a amorcé un virage important. Plusieurs émissions de réflexion et d'idées furent supprimées, la plupart des réalisateurs permanents congédiés et les autres maintenus dans des contrats précaires (une des raisons de la grève du printemps dernier). Mais à la suite des actions d'un comité de défense et de la publication d'un manifeste d'intellectuels, d'artistes et d'écrivains pour enrayer ce mouvement de dérive vers des formats allégés, une programmation minimale conforme au mandat culturel a pu être maintenue. Au mois de mai dernier, la nouvelle direction de la radio, héritant de l'orientation de la précédente (M. Sylvain Lafrance), a donné un sérieux tour de vis à cette opération de nivellement, en supprimant les émissions *Paysages littéraires*, *Passages* et

Regards croisés, trois émissions jugées trop pointues ou savantes pour l'auditoire et les seules qui faisaient encore obstacle au travail d'arasement de la programmation. Par ailleurs, les objectifs de la direction sont désormais plus clairs : produire une diffusion continue de musiques diverses, et n'y insérer que des magazines (*Bouquinville*) ou des ensembles de capsules d'information (*Info Culture*) où les questions de culture sont présentées dans des emballages brefs et légers. La seule exception est la production de documentaires (*Des idées plein la tête*), préparés par des réalisateurs différents sur des questions d'actualité. Le reste est affaire de convivialité, les animateurs n'ayant de cesse de s'adresser aux auditeurs en les remerciant de leur écoute, en leur demandant à tout moment de téléphoner, en leur souhaitant du beau temps... Le symptôme le plus net est la nouvelle émission *Nymphéas*, qui remplace les émissions supprimées en fin de soirée. Des propos doucereux, des musiques enveloppantes, un accompagnement vers le sommeil.

Cette réforme désastreuse veut d'abord fidéliser un auditoire pour affronter la concurrence du poste Radio Classique, et pour y parvenir elle a entrepris l'éviction de toute programmation dite spécialisée et le contournement de toute discussion complexe. Adoptant ce programme, la direction est-elle fidèle au mandat de la radio publique? Elle le prétend. La radio, publique, financée par l'État, est en effet un média démocratique : la diffusion d'un réseau public le place immédiatement dans la situation d'avoir à répondre de son accessibilité. La réforme de la première chaîne, saluée avec enthousiasme par ses artisans et par l'auditoire, montre que la direction actuelle comprend son mandat d'abord comme un mandat d'information. Mais s'il s'agit uniquement pour la deuxième chaîne d'accroître l'accessibilité et de maximiser la représentativité de la programmation par rapport à l'activité culturelle en se concentrant sur l'information promotionnelle, cette décision ne risque-t-elle pas de dénaturer la culture elle-même? La crise actuelle, qui exige des décisions difficiles, met en jeu le rapport même de la culture à sa médiatisation. L'enjeu central est celui de la responsabilité de la transmission de la culture, celui d'une contribution spécifique à sa vie propre, par contraste avec ce qui serait uniquement sa promotion ou le divertissement qu'elle peut proposer. Le concept de la culture peut s'en trouver affecté, dans la mesure où plusieurs de ses composantes essentielles ne trouveront pas de représentation adéquate dans les médias, et en particulier à la radio. Il y aura en effet toujours plus de musique que d'émissions culturelles et il faut beaucoup de moyens, comme l'exemple de la France le montre, pour soutenir à la fois une radio culturelle et une radio musicale. Notre société ne dispose pas de ces moyens et même Télé-Québec, dont la loi contient pourtant un volet radio, n'a jamais prévu de le mettre en œuvre.

Notre époque est tentée par les compromis, et le débat actuel autour de notre radio montre que nous abordons les premiers moments d'un questionnement mis en place par Hannah Arendt. Les révisions en cours nous forcent à nous demander : qui détient l'autorité de la culture? qui sanctionne la tradition? comment savoir qu'un goût n'est pas le résultat d'une coterie? pourquoi ce qui est aimé à

Montréal aurait-il préséance sur ce qui est aimé à Rimouski? comment accepter que les experts justifient leur critique à compter de leur seule expérience ou de leur seul jugement? Mais ces questions, suscitées sur un horizon d'accessibilité, ne peuvent en supprimer d'autres. Nous demandons aussi : de quel droit déstabiliser l'expertise et la connaissance pour lui préférer la tyrannie de l'opinion? en vertu de quelles finalités convient-il d'introduire tant de concessions à la légèreté? pourquoi annuler la parole et l'écrit au seul profit de la musique? sommes-nous justifiés de penser que tous les auditeurs sont des enfants qu'on doit prendre par la main en leur donnant du petit lait? La réponse de Arendt mérite ici que nous y réfléchissions longuement : la culture est le procès historique d'une sanction, en perpétuel mouvement. Ce n'est pas un canon figé, ce n'est pas non plus seulement le goût du moment et ce n'est jamais l'appropriation des œuvres aux seules fins du loisir. La culture est une activité qui possède ses fins propres : l'édification du sens. Dans cette réponse, l'élément le plus déterminant est le moteur de ce procès historique : la recherche du sens, le dépassement de soi. La position de Arendt consiste donc à n'accepter de provocation ou d'interrogation de la culture qu'à partir d'une autre position de sens, et jamais à partir d'une position motivée uniquement par le seul souci d'accessibilité, de promotion ou de divertissement.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas divertir, ce serait nier un besoin élémentaire. Cela veut seulement dire que le loisir ou le divertissement ne peut prétendre contrôler la culture en se l'appropriant. Dans le processus très décevant que nous connaissons aujourd'hui, la culture est véritablement menacée par une interprétation pernicieuse des exigences de la démocratisation : on se fermerait les yeux bêtement si on n'acceptait pas d'envisager tous les risques qui sont produits par un idéal de communication pure et par la domination de l'événement sur le sens. Ces risques sont ceux d'assujettir la culture du sens au divertissement (à l'agréable, au joli, au plaisant, au gentil) et à l'occasion (le différent, le nouveau, le provocant). Que la culture ne diverte pas, qu'elle ne soit ni plaisante, ni jolie, qu'elle exige la pensée et la discussion, que les livres lui soient nécessaires, n'est pas un motif suffisant pour mettre en question sa pertinence publique.

Si la radio a pour mandat le service de la culture, elle doit conduire à son édification et non à sa dilution. À cette tâche correspond une responsabilité démocratique, dont on peut énoncer les objectifs : éduquer, diversifier, éviter les canons figés et les orthodoxies et surtout stimuler le débat et la critique. Le divertissement et la promotion ne devraient pas constituer l'essentiel de son mandat et la fidélisation de l'auditoire devrait se faire à partir de ce mandat de culture, non au prix d'accommodements et de compromis inacceptables. Toutes les stratégies de dilution mises en œuvre actuellement ne contribueront qu'à réduire la culture et à éloigner de l'écoute le public qui la recherche. Dégoûté, ce public choisira la retraite dans le monde de la culture privée et il aura raison. Mais le résultat sera un espace public appauvri et une société de plus en plus inerte.

GEORGES LEROUX